



## Aggravation des divisions sectaires au sein du gouvernement irakien

Par [James Cogan](#)

Mondialisation.ca, 23 novembre 2006

[WSWS](#) 23 novembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

L'enlèvement le 14 novembre de douzaines d'employés arabes sunnites du ministère de l'Éducation supérieure et les menaces gouvernementales d'arrêter un important imam sunnite ont résulté encore une fois en une augmentation de la violence sectaire sanglante à travers le pays. Les partis politiques sunnites sont sous pression pour quitter le conseil des ministres d'« unité nationale » du premier ministre Nouri al-Maliki à Bagdad.

Le ministre de l'Intérieur Jawad Bolani a annoncé à la télévision nationale jeudi dernier qu'il avait ordonné l'arrestation de Harith Dhari, le dirigeant du Comité des oulémas musulmans (COM), le principal regroupement d'organisations du clergé sunnite. Bolani a déclaré que le dirigeant sunnite avait « incité à la violence » en condamnant les tribus sunnites de l'Ouest de l'Irak qui avaient accepté de coopérer avec l'occupation américaine.

L'annonce a suscité de furieuses dénonciations. Le mandat d'arrêt émis contre Dhari a été perçu comme une attaque sectaire visant à éliminer un des porte-parole sunnites les plus connus. Dhari est actuellement en Jordanie et se trouve ainsi en exil forcé à cause de la menace.

Ajoutant à la colère des sunnites, le mandat a été lancé seulement deux jours après le raid téméraire sur le ministère de l'Éducation supérieur dirigé par les sunnites, durant lequel de supposés membres de milices chiites qui portaient l'uniforme de policiers du ministère de l'Intérieur, ont enlevé des douzaines d'employés sunnites au grand jour. Alors que le gouvernement de Maliki affirme que toutes les victimes ont été relâchées sans mal, les politiciens sunnites insistent qu'au moins 80 d'entre eux manquent toujours à l'appel.

Depuis que le ministre de l'Intérieur est passé sous contrôle des partis chiites en 2005, des milliers de sunnites — particulièrement d'anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein — ont été enlevés et brutalement assassinés par des escadrons de la mort composés d'hommes portant des uniformes de la police et de l'armée irakienne. Les milices des partis chiites, qui ont profondément infiltré les forces de sécurité irakiennes créées par les États-Unis, sont considérées comme les principales suspectes.

Le représentant du COM Mohammed Bashar Faidi a exprimé la colère des sunnites lorsqu'il a déclaré que le mandat d'arrêt contre Dhari « représentait la banqueroute d'un gouvernement sectaire » et a accusé Bolani — un politicien chiite — de « couvrir les milices qui tuent le peuple irakien ». Salim Abdullah Jabouri, un porte-parole du Front de l'accord irakien sunnite, a déclaré que le gouvernement Maliki était « soit faible, soit en collusion avec les kidnappeurs, soit avait perdu le contrôle des milices ». Des imams sunnites dans

tout l'Irak ont condamné la menace contre Dhari lors des prières de vendredi dernier.

Le vice-président Tariq al-Hashimi, un sunnite, a dénoncé la menace d'arrêter Dhari pour « détruire le plan de réconciliation nationale » qui a mené les partis sunnites à rejoindre le conseil des ministres de Maliki. Sous pression de Washington, la coalition chiite de Maliki a donné des postes dans le gouvernement à toutes les factions parlementaires. Les membres des partis sunnites contrôlent les ministères comme la Défense et l'Éducation supérieure ainsi que plusieurs autres postes moins importants.

Au cours des derniers mois, l'administration Bush a fait pression sur le bloc chiite pour qu'il donne un rôle plus grand aux sunnites dans l'espoir que cela mènera un nombre significatif d'insurgés sunnites à mettre fin à leur guérilla contre les forces américaines. Au même temps, les États-Unis exercent une grande pression sur Maliki pour qu'il donne son approbation à une attaque sur les milices chiites liées à des partis faisant partie de sa coalition.

L'échec de Maliki à réaliser une politique de « réconciliation nationale », le mot de code désignant les ouvertures politiques faites aux élites sunnites et aux anciens baasistes, est une des principales critiques de l'administration Bush et des commentateurs américains. Il y a des spéculations plusieurs fois reprises aux États-Unis et en Irak que la Maison-Blanche fait des plans pour le renversement de la coalition chiite et pour l'installation de la junte militaire.

Pour empêcher que les sunnites ne quittent le gouvernement, et d'autres récriminations de Washington, Maliki a distancé son gouvernement de la menace d'arrêter Dhari. Selon une déclaration révisée, aucun mandat d'arrêt n'a été lancé et l'imam sunnite n'est simplement que l'objet d'une « enquête ». Un dirigeant important du Front de l'accord irakien, Ayad al-Samarraie, a plus tard annoncé que les partis sunnites demeureraient, pour l'instant, dans le gouvernement après que Maliki eut personnellement garanti que Dhari ne serait pas détenu.

L'enlèvement et l'affaire Dhari, toutefois, ont aggravé les divisions sérieuses entre les factions sunnites et chiites de l'élite irakienne. Les discussions dans la zone verte sous haute protection, là où le parlement et l'ambassade américaine sont situés, ont très peu d'impacts sur les organisations rivales qui se font une guerre sectaire brutale dans les rues de Bagdad et dans d'autres villes irakiennes.

L'*Associated Press* a rapporté dimanche : « Les chiffres sont ahurissants. Dans les huit derniers jours, 714 Irakiens ont été victimes du bain de sang sectaire qui fait rage au pays. Ils ont été décapités, torturés et victimes d'explosions alors qu'ils cherchaient un emploi. Ils ont été tués, kidnappés et abattus par des tirs de mortiers. Le nombre de meurtres des huit derniers jours est plus élevé que ce que l'on peut observer dans presque chaque État des États-Unis durant une année. Le bilan des morts en Irak a déjà atteint 1 319 en novembre, un chiffre bien au-delà des 1 216 qui sont morts durant tout le mois d'octobre, qui a été le plus meurtrier en Irak depuis que l'*Associated Press* a commencé à étudier les données en avril 2005. »

Dimanche seulement, 112 personnes ont perdu la vie. Des attentats à la voiture piégée ont été perpétrés dans le district de Bagdad, tuant 11 personnes et en blessant plus de 50. Les corps torturés de 45 personnes, que l'on présume être les victimes des escadrons de la mort chiites, ont été retrouvés gisant dans plusieurs parties de la capitale. Un tueur

kamikaze a fait exploser un véhicule dans la ville chiite de Hillah, massacrant 22 journalistes alors qu'ils attendaient pour travailler et en blessant au moins 40 autres.

Une vague d'assassinats et de kidnappings visant des politiciens chiites est aussi en train de se produire. Ali al-Adhadh, un important chef du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (SCIRI) et celui qui a été choisi par Maliki pour être le représentant irakien à l'ONU, a été tué dans sa résidence samedi. Sa femme a aussi été tuée. Dimanche, des hommes armés ont kidnappé le ministre chiite adjoint de la Santé, Ammar al-Saffar, alors qu'il était chez lui. On ne sait pas ce qui lui est arrivé.

Le carnage s'est poursuivi sans interruption lundi, alors que l'on a rapporté 90 décès, dont 60 à Bagdad. L'un des plus importants humoristes de l'Irak, Walid Hassan, dont l'émission a fait la satire de l'occupation américaine et de sa prétention d'apporter la « démocratie », a été tué alors qu'il tentait de lutter contre ses agresseurs qui voulaient le kidnapper. Des conférenciers universitaires ont été abattus dans la capitale et dans la ville de Mossoul au nord. Lors d'une deuxième attaque sur des membres importants du ministère de la Santé, les assaillants ont attaqué un convoi qui protégeait le deuxième ministre chiite adjoint, tuant deux de ses gardes du corps. Un autre parlementaire chiite a échappé de peu à l'explosion d'une bombe sur la route.

Le mouvement chiite sadriste du clerc Moqtada al-Sadr contrôle le ministère de la Santé. Les attaques contre celui-ci sont, fort probablement, des actes de vengeance de la part d'extrémistes sunnites. Des éléments de la milice chiite de l'Armée du Mahdi ont été accusés par les partis sunnites d'être les responsables des kidnappings au ministère de l'Education.

Les Etats-Unis attisent le conflit

Au cours du week-end et lundi, des troupes américaines et du gouvernement irakien ont mené des raids de nuit contre la forteresse de l'Armée du Mahdi, la banlieue de Bagdad constituée principalement de la classe ouvrière chiite, Sadr City, apparemment pour chercher les victimes kidnappées. Aucune n'a été trouvée.

Les opérations américaines contre l'Armée du Mahdi ont causé de profondes divisions entre le gouvernement Maliki et Washington durant les derniers mois. Les sadristes constituent le principal appui de Maliki parmi la coalition chiite. Plus tôt ce mois-ci, il avait ordonné à l'armée américaine de retirer des barrages routiers qui avaient été érigés autour de Sadr City afin de retrouver un soldat américain.

La violence sectaire est la conséquence directe des politiques américaines depuis mars 2003. Dans les premières étapes de l'occupation, la population sunnite a été soumise à la répression de masse afin de réprimer toute résistance à la prise de pouvoir américaine de la part des partisans du régime de Hussein. Les occupants américains ont alors entrepris un programme d'éradication baasiste, encourageant les partis chiites à l'intérieur du gouvernement fantoche des Etats-Unis, tels que le SCIRI, à persécuter les anciens membres du Baas. Les extrémistes sunnites ont réagi à leur marginalisation politique en tuant des chiites, déclenchant ainsi le cercle vicieux de vengeance auquel on assiste actuellement.

Les conséquences de la désintégration de l'Irak sur des bases ethniques étaient résumées dans le sombre témoignage devant le Congrès la semaine dernière par le directeur l'agence du renseignement de la Défense, Michael Maples et du directeur de la CIA Michael Hayden.

Maples décrivait la situation comme « une atmosphère de peur et polarisation sectaire encourageant les milices et les groupes d'autodéfense, accélérant l'exode de la classe moyenne et minant la confiance dans le gouvernement et les forces de sécurité ». Hayden déclare que « plus cette situation perdure, moins la violence est contrôlable, plus la violence se propage vers les banlieues... Le centre disparaît et les gens normaux qui n'agissent pas irrationnellement finissent par se comporter en extrémistes. » Le conflit sectaire, dit-il, « se propage à des groupes de plus en plus petits, luttant pour des questions de plus en plus petites, sur des bouts de territoire de plus en plus petits ».

Maple dit que la violence était motivée par « la lutte entre Arabes pour le partage du pouvoir et de l'autorité ». Faisant référence aux pressions exercées par les Etats-Unis pour obtenir des concessions de l'establishment sunnite, Hayden mentionnait que les partis chiites – qui ont connu des décennies de répressions aux mains du régime de Saddam Hussein – étaient déterminés à garder leur prise sur le nouvel Etat irakien. Leur peur « d'un retour au baasisme est quasi palpable ».

Pour le peuple irakien, la situation actuelle constitue un véritable enfer. Plus de 600 000 personnes ont été tuées, des millions blessées ou traumatisées, plus de 1,6 million forcées de quitter leur maison et une société entière est sur le bord de l'effondrement.

Pour l'élite dirigeante américaine, qui espérait utiliser la guerre en Irak pour réorganiser le Moyen-Orient et son pétrole sous la domination des Etats-Unis, le résultat de l'invasion est un désastre. Après trois ans et demi, l'instabilité a empêché que les conglomérats américains puissent profiter des ressources pétrolières irakiennes. Quelque 150 000 soldats sont coincés en Irak dans le soulèvement contre l'occupation, un sentiment anti-guerre de masse s'est développé parmi la population américaine et la position globale des Etats-Unis s'est érodée.

Le caractère criminel de toute l'entreprise américaine en Irak est incarnée par « le changement de cap » maintenant en discussion à Washington. Pour sauver les intérêts américains, on discute de plans pour tuer encore plus d'Irakiens. Juste après une élection dans laquelle le peuple américain a répudié la politique de guerre de Bush, les planificateurs militaires et les politiciens exploitent le cauchemar sectaire créé par l'occupation américaine pour justifier une augmentation substantielle des troupes en Irak et une campagne pour « stabiliser » Bagdad.

Dans le jargon militaire aseptisé, le terme « stabiliser » signifie opération sanglante pour détruire l'Armée du Mahdi et les autres milices chiites. Elles sont considérées comme étant le principal obstacle pour forcer le gouvernement de Maliki à accepter un arrangement dicté par les Etats-Unis avec les éléments sunnites en insurrection contre l'occupation.

Les incursions américaines répétées ayant maintenant lieu dans Sadr City présagent le commencement de l'opération. Le 20 novembre, lors d'une conférence de presse à Bagdad, le général américain William Casey a déclaré que tandis que Maliki cherchait à désarmer des milices chiites, « il y va y avoir ces éléments qui sont irréconciliables, qui ne seront pas capables de travailler dans le processus politique et ceux-là seront traités énergiquement avec l'action directe ».

Le jour suivant, les troupes américaines et irakiennes, appuyées par des hélicoptères, sont entrées en confrontation avec l'Armée du Mahdi et ont tué deux hommes et un bébé de six mois durant le troisième raid nocturne en quatre jours, provoquant la colère à travers la

communauté chiite.

Article original anglais publié le 22 novembre 2006, [WSWS](#)

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [James Cogan](#), [WSWS](#), 2006

---

Articles Par : [James Cogan](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)